



Proche et Moyen-Orient — Analyse

Pour gagner les élections, Nétanyahou frappe les territoires palestiniens

La coalition du premier ministre israélien a ouvert sa campagne en vue des législatives d'octobre en redoublant les attaques dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Frappes aériennes, siège, menaces : les colons et les soldats font office de propagande électorale.

Gwenaëlle Lenoir

26 août 2026 à 10h14

Lundi 24 août, sept personnes, dont un petit garçon et une fillette, ont été tuées dans la bande de Gaza par des frappes et des tirs israéliens. Hassan al-Hafi, 4 ans, a péri quand sa maison, dans le camp d'Al-Bureij, a été visée. Amal Nash'at Abu Khater, dont l'âge n'est pas précisé, a succombé à des blessures dues à des tirs israéliens dans la région de Khan Younès. Les adultes sont morts lors de différentes attaques israéliennes, dans différents lieux : des tentes près de l'hôpital Nasser, à Deir al-Balah, au centre de l'enclave, une mosquée, toujours à Deir al-Balah, une usine de dessalement d'eau, un entrepôt abritant des fournitures humanitaires.

La veille, dimanche 23 août, l'armée israélienne avait tué trois autres personnes. Le 19 août, c'était le siège de la police, dans la ville de Gaza, qui était visé. Neuf morts, dont la cheffe de la police féminine.

Le tout dans un territoire où l'espace laissé à la population palestinienne est réduit à la portion congrue, puisque l'armée israélienne en occupe aujourd'hui entre 60 et 70 %, où l'eau potable, les denrées de base et les soins relèvent du luxe. Un territoire censé bénéficier d'un cessez-le-feu et d'une ouverture des points de passage aux cargaisons humanitaires depuis octobre 2025.



Frappes israéliennes dans le quartier d'Al-Zawayda, dans le centre de la bande de Gaza, le 23 août 2026. © Photo Eyad Baba / AFP

Mais les ordres d'« évacuation » forcée ont repris. Quatre, rien que pour la journée de lundi. *« Tous, à Gaza, nous nous attendons à une augmentation des attaques jusqu'aux élections législatives israéliennes et à la nomination d'un nouveau premier ministre, car les autorités militaires et politiques israéliennes vont essayer de tuer le maximum de personnes figurant sur leurs listes des gens recherchés, assure à Mediapart Eyad Amawi, membre du comité de secours de Gaza, depuis l'enclave palestinienne. Nétanyahou et ses alliés veulent servir leur base électorale. »*

C'est aussi à des fins électorales, poursuit Eyad Amawi, que le premier ministre israélien et son ministre de la défense ont, dans un communiqué commun publié le 23 août, menacé d'accroître les frappes sur la bande de Gaza si des « *drones, ballons et cerfs-volants* » continuent d'être lancés depuis l'enclave côtière vers Israël. Les élections législatives sont prévues le 27 octobre.

La cavalerie contre les cerfs-volants

Selon les autorités israéliennes, quatre cerfs-volants ont atterri du côté israélien de la clôture hermétique et hautement sécurisée. Ils ont suscité l'émoi en Israël. Ils ont ravivé le souvenir des cerfs-volants incendiaires lancés à l'été 2018. Et celui des drones et des parapentes lors de l'attaque du 7-Octobre. Le gouvernement s'est emparé de l'incident pour décrire une « *provocation* » du Hamas et garantir qu'il ferait tout pour éviter un nouveau 7-Octobre. Même si les rapports sur le 7-Octobre ne font pas état de cerfs-volants. Même si aucun

des quatre cerfs-volants incriminés ne portait de charge explosive.

Pour la population de la bande de Gaza, le gouvernement israélien a saisi un prétexte de plus pour bombarder encore davantage. Les enfants de l'enclave côtière fabriquent traditionnellement, chaque été, des cerfs-volants, qui emplissent le ciel de Gaza. *« Une blague circule depuis quelques heures parmi les Gazaouis, commente encore Eyad Amawi. Elle dit : “Ne laissez pas vos enfants jouer avec des cerfs-volants, sinon ils vont encore venir jouer avec leurs F-16”, en parlant des avions de chasse israéliens. »* Des témoignages recueillis par des journalistes palestiniens – les journalistes étrangers sont toujours interdits d'entrée dans la bande de Gaza par les autorités israéliennes – confirment que des parents appliquent la consigne.

« Nétanyahou met en avant sa fermeté face au Hamas, qui tient tête aux Israéliens dans les négociations, et sa capacité à répondre à la moindre provocation », décrypte Thomas Vescovi, chercheur en histoire contemporaine spécialiste d'Israël et de la Palestine, rattaché à l'EHESS et à l'Université libre de Belgique. Le premier ministre israélien a sèchement refusé la feuille de route présentée par le Conseil de paix, organisme mis en place par Donald Trump, et n'a rien cédé à Jared Kushner, l'envoyé spécial du président états-unien, dépêché pour sauver ce qu'il reste de son plan. Il envoie la cavalerie contre des cerfs-volants. Bref, il montre ses muscles.

« Dans le cadre des élections, Nétanyahou sera attaqué sur le 7-Octobre. Mais tout en reconnaissant le drame, il mettra en avant sa position d'homme qui a su tenir tête au monde entier, malgré les condamnations. Qui empêche le Hamas de reprendre pied dans la bande de Gaza et continue à la verrouiller complètement, reprend Thomas Vescovi. Il se présentera comme celui qui ne lâche rien, pour faire passer l'opposition pour des mous. Il n'arrête pas, par exemple, d'attaquer son principal adversaire, Gadi Eisenkot, sur ce thème. Il moque ses prises de parole en public et assure qu'en conséquence, il se fera rouler dans la farine sur la scène internationale. Il y a là aussi un aspect très masculiniste. »

En position délicate dans les études d'opinion, la coalition gouvernementale joue la surenchère. À la fois pour séduire sa base, la consolider, et pour réaliser le

maximum de faits accomplis sur le terrain. Et personne n'est dupe : *« Sondage après sondage, une majorité de personnes interrogées partagent l'avis selon lequel les motivations du premier ministre, qu'il s'agisse de l'Iran ou de Gaza, sont avant tout politiques et non fondées sur des considérations de fond »,* écrit Ofer Shelah, directeur du programme « Politique de sécurité nationale d'Israël » à l'Institut d'études sur la sécurité nationale (INSS) israélien et ancien député, dans le quotidien de centre-gauche Haaretz.

Autrement dit, tous les moyens sont bons, et mis au service des ambitions électorales de Benyamin Nétanyahou et de ses alliés.

Faits accomplis et provocations

La course aux voix rencontre l'idéologie expansionniste. Au gouvernement, les représentants des colons, notamment Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir, tiennent absolument à ce que se réalise la construction du bloc de colonies « E1 », vieille lune des partisans de la colonisation. Reliant les colonies de Cisjordanie à Jérusalem, il coupera la Cisjordanie en deux, finira de transformer le territoire occupé en 1967 en un chapelet de bantoustans, et plantera le dernier clou dans le cercueil d'un éventuel État palestinien.

L'appel d'offres publié le 18 août est tellement précipité qu'il enfreint les règles israéliennes, a révélé Haaretz le 24 août – outre qu'il est contraire au droit international. *« Le calendrier permettra d'annoncer le nom du soumissionnaire retenu avant le jour du scrutin – le 27 octobre – et la formation du prochain gouvernement. Les bases juridiques et administratives du projet E1 auront alors été posées, même si aucun travail de construction n'aura encore commencé »,* écrit le journal.

Parallèlement, les raids de l'armée israélienne contre les villages et les villes palestiniennes de Cisjordanie sont incessants, alors même que les groupes armés palestiniens ont été démantelés depuis des mois et certains des camps de réfugiés vidés de leurs habitants.

« Ben Gvir et Smotrich pensent qu'ils ont deux mois devant eux, jusqu'aux élections, pour faire progresser leur projet. »

Thomas Vescovi, chercheur

Une gynécologue obstétricienne de 55 ans habitant Ramallah, Dima Mohammed Amin, a été arrêtée à son domicile lors d'une descente violente de soldats, le 18 août, pour des posts sur les réseaux sociaux. Sa famille est restée sans nouvelles d'elle pendant trente-six heures, avant d'apprendre, le 23 août, qu'un tribunal militaire prolongeait sa détention alors qu'elle avait souffert de problèmes cardiaques nécessitant une hospitalisation. Selon Médecins sans frontières (MSF), elle est la dernière victime en date d'une campagne visant les soignant·es palestinien·nes.

Lors d'un raid dans le village de Qabatiya, dans le nord de la Cisjordanie, le 17 août, des soldats ont inscrit des numéros sur la peau d'hommes jugés suspects et interrogés. Même si la pratique n'est pas nouvelle, cet épisode a encore accentué la tension. D'autant que ces hommes ont reçu l'ordre, de la part de l'armée, de ne pas lutter contre les colons si ceux-ci venaient à envahir le village.

« Ce n'est pas les colons qui ont fait cela. C'est l'armée, nos soldats, qui l'ont fait, dans le village de Qabatiya, en Cisjordanie. Ils arrêtent des gens, les mettent en ligne, leur bandent les yeux et les marquent avec des numéros. Ils n'ont pas de nom, pas d'humanité, ils ne sont que des numéros. Nous insistons sur le fait que cela aussi fait partie du système électoral », s'énerve sur X Alon-Lee Green, du groupe israélien judéo-arabe Standing Together.

Les suprémacistes multiplient déclarations et actions incendiaires. Itamar Ben Gvir, chef de la police, se déchaîne : un jour, il annonce la construction du gibet pour les exécutions, désormais possibles, mais uniquement pour les Palestiniens, et leur diffusion publique. « Nous tenons nos promesses », fanfaronne-t-il. Un autre, il juge qu'il faudrait tuer « 30 à 40 » Palestinien·nes chaque nuit dans la bande de Gaza.

« Ni Ben Gvir ni Smotrich n'ont jamais caché vouloir une accentuation de la conflictualité en Cisjordanie, pousser

les Palestiniens à la révolte. Car, dans leur esprit, cela leur permettra de faire avancer beaucoup plus rapidement à la fois les expulsions, les conquêtes de terres, les déplacements de population. Et ils pensent qu'ils ont deux mois devant eux, jusqu'aux élections, pour faire progresser leur projet, analyse Thomas Vescovi. Car qui sait quelle sera l'attitude du prochain gouvernement vis-à-vis de ces colons, si, après le 27 octobre, Ben Gvir n'est plus ministre de la sécurité, si Nétanyahou n'est plus premier ministre ? »

Les colons, qui multiplient les raids en Cisjordanie, protégés par l'armée israélienne, font eux aussi partie de ce jeu électoral. Ils sont le bras armé des suprémacistes de la majorité gouvernementale et défient l'opposition de les condamner, puisque personne, en son sein, ne préconise l'arrêt de la colonisation. « Ils veulent aussi accroître la tension et jouer sur la "peur sécuritaire" inspirée par les Palestiniens et, ainsi, mettre la pression sur l'opposition, reprend le chercheur. Ils lui disent en fait : "Si vous soutenez effectivement la colonisation, comme vous le prétendez, vous ne pouvez pas nous condamner, car c'est ce que nous pratiquons : prendre des terres." »

Jouer sur la peur, démontrer sa force : vieilles recettes de période électorale. Mais au service d'une guerre génocidaire et d'une épuration ethnique. Une nouvelle fois, Benyamin Nétanyahou espère que les votes des électeurs et électrices se porteront sur lui qui, pense-t-il, est en voie de recomposer le Moyen-Orient et de faire d'Israël la seule superpuissance régionale.

Le bombardement de l'aéroport militaire syrien d'Abou al-Douhour, le 18 août, constituait avant tout un avertissement à la Turquie, considérée comme la nouvelle rivale.

Une affiche électorale du Likoud, le parti de Nétanyahou, montre les visages peu avenants de l'Iranien Mojtaba Khamenei, du New-Yorkais Zohran Mamdani, du Libanais du Hezbollah Naïm Qassem et du président turc Recep Tayyip Erdoğan. Son slogan est : « Ils veulent que Nétanyahou perde, ne les laissons pas gagner. »

Gwenaelle Lenoir

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau